



## sommaire n° 122

Couverture	JJK.....	
Edito	ACR.....	3
Suisse	Nucléaire suisse et les fissures E. Weiss .....	4-5
Suisse	Pilules d'iode Gino Nibbio, Paul Bonny .....	6
Belgique	Doel 3 et Tihange 2 M.Schlegel.....	7
Résistance en photos	toutes de JJK .....	8-9
Japon	Fukushima, 5 ans plus tard M.Schlegel .....	10-11
International	EPR d'EDF P. Progin .....	12

## **ÉBOULEMENT MEURTRIER SUR UN SITE D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS NUCLÉAIRES**

Un ouvrier est mort et un autre a été blessé mardi 26 janvier dernier dans un éboulement sur le site du laboratoire souterrain de l'Agence nationale pour la gestion des déchets nucléaires (Andra) à Bure, en Meuse, dans l'Est de la France. Des relevés géophysiques étaient effectués lorsque le front de taille d'un fond de galerie a glissé. Le bloc de plusieurs mètres cubes de roche a enseveli la victime! Un deuxième ouvrier a été blessé.

Un accident mortel avait déjà eu lieu en 2002 sur ce site qui doit accueillir les déchets les plus radioactifs à 500 mètres sous terre dans une couche d'argile vieille de 160 millions d'années! Cet éboulement pose clairement la question de la stabilité réelle de la roche en question. En effet, si des fractures souterraines, liées notamment aux forages sont constatées dans le laboratoire, il y a tout à craindre pour le futur centre de stockage souterrain qui plus est, s'il est rempli de déchets radioactifs!

**Le problème des déchets radioactifs résolu? Mon œil!**

ACR

## **ContrAtom**

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

[www.contrAtom.ch](http://www.contrAtom.ch)

[info@contrAtom.ch](mailto:info@contrAtom.ch)

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie du Lion

### **- Cotisation annuelle**

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

**Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.**

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent  
CCP 12-13446-0**

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

## **R.D.V.**

**VENDREDI 11 MARS  
12H30 À 13H30**

**devant le Consulat du Japon**

**82, rue de Lausanne**

**POUR MARQUER LE 5<sup>ÈME</sup>  
ANNIVERSAIRE DE LA  
CATASTROPHE DE  
FUKUSHIMA.**



## **Sauvés! Le Père Noël n'a pas fait la sourde oreille à l'appel de ContrAtom!**

Il a même très généreusement délié les cordons de sa bourse, tout en vous mettant sérieusement à contribution, **Chères, Chers ContrAtomistes**. Soyez très chaleureusement remerciés pour votre généreux soutien! Grâce à vous, nous envisageons l'avenir immédiat de notre petit journal avec moins de souci et surtout nous sommes tellement heureux de vous savoir avec nous!

Cette année, l'Association ContrAtom, votre association, souffle ses 30 bougies! Ensemble, nous avons parcouru toutes ces années de lutte sur le difficile chemin qui doit nous mener à la sortie tant espérée du nucléaire, sortie hélas sans cesse repoussée, ce qui nous incite à ne pas relâcher nos efforts et à persévérer encore et toujours!

Il s'en est passé des choses depuis notre première manif en juin 1986 contre cette foire du nucléaire qui devait se tenir à Palexpo et être reconduite annuellement à l'instar du Salon de l'auto! Première manif, première victoire: les nucléocrates fortement ébranlés par la fougue des 3000 manifestants antinucléaires déterminés à faire échouer la tenue de cet événement, ne sont jamais revenus à Genève! Il faut dire que la catastrophe de Tchernobyl, en avril de la même année, avait fortement ébranlé les consciences ce qui explique le nombre impressionnant des protestataires.

Dès cette première manif, Genève, au lieu de devenir la capitale internationale de l'atome souhaitée par certains, bascule dans le camp adverse en donnant naissance à un formidable mouvement de résistance au nucléaire et au surgénérateur Superphénix en particulier! Superphénix, quel boulot de longue haleine que cette bataille-là! Quelles belles manifs à travers Genève, à Creys-Malville, à Annemasse et même à Paris et à Lyon! Et ces joyeux pique-niques mensuels devant le Consulat de France! Et le tube de l'été 1995: «Les mille et un pépins de l'oiseau de malheur» contant en chanson la saga de SPX, qui de quatre couplets au départ de l'aventure (ou plutôt de la mésaventure!) a fini par en compter treize, les couplets s'ajoutant les uns aux autres au fur et à mesure que les pépins se multipliaient à Creys-Malville. Cette interminable bataille contre le surgénérateur nous a tenu en haleine pendant une décennie ce qui n'a pas empêché ContrAtom de se battre sur une multitude d'autres fronts : souvenez-vous des joutes contre les SIG, qui n'ont pas toujours montré patte aussi blanche qu'aujourd'hui, de notre exigence d'obtenir une expertise indépendante au CERN, de nos mobilisations répétées devant l'OMS qui s'obstinait à nous cacher la vérité sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

Plus récemment rappelons nos piquets ponctuels devant l'Hôtel de Ville pour empêcher l'Assemblée Constituante de se débarrasser de l'article antinucléaire de la Constitution genevoise avec notre célèbre Cé qué laino antinucléaire! «Voici longtemps que le peuple genevois, 160 E article de loi vota etc...»

Au cours de ces dernières années, les piquets de protestation de ContrAtom se sont déplacés dans l'Ain, pour participer à plusieurs reprises à l'action «occupations des ronds-points stratégiques» dans les environs du Bugey, initiée par les militants de Stop Bugey. Ces derniers exigent la fermeture de la vétuste centrale et en particulier la mise à l'arrêt définitif du réacteur N° 5. Ils s'opposent également farouchement à la construction du dépôt de déchets radioactifs prévu sur le site. La radioactivité n'ayant pas de frontières, il est évident que Genève est largement concernée par les problèmes du Bugey!

A l'heure qu'il est, nous ne sommes pas au bout de nos peines! En effet nos autorités, revenant sur leur détermination à vouloir sortir du nucléaire, n'envisagent plus, aujourd'hui, de fixer une date limite pour la durée de vie de nos centrales qui deviennent de plus en plus dangereuses à mesure que le temps passe! Quand on sait que Beznau présente près de 1000 microfissures, on se pince!

**Restons donc mobilisés, Chères, Chers ContrAtomistes!**

Participez aux rassemblements et aux manifs que nous organisons pour montrer, dans la rue que nous sommes nombreux à nous opposer à la folie des nucléocrates qui nous entraînent dans leurs projets mortifères.

**Prochain rassemblement pour commémorer le 5e anniversaire de la catastrophe de Fukushima ce vendredi 11 mars (voir détail p.2) puis manif le 26 avril, anniversaire des 30 ans de la catastrophe de Tchernobyl et enfin manif nationale en Suisse allemande en juin prochain.**

**A bientôt sur le terrain!**

*Anne-Cécile*



## NUCLÉAIRE SUISSE ET LES FISSURES

**La politique énergétique va mal en Suisse. Les résultats catastrophiques des dernières élections de nos parlements fédéraux en automne 2015 se font déjà sentir. La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEA-TEN) propose de s'aligner sur les propositions du Conseil des Etats et de supprimer la limite de la durée de vie des centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg. En plus, elle a failli revenir sur la décision de sortir du nucléaire et permettre des nouvelles centrales nucléaires. Nous devons vraiment mettre la pression pour assurer un avenir renouvelable, sans énergie nucléaire.**

Nos centrales nucléaires ne vont pas mieux. Après les fissures à **Mühleberg** et la décision d'arrêter la centrale nucléaire de Mühleberg en 2019, le gouvernement du Canton de Berne a enfin distribué une instruction de comportement pour les habitants de la zone 1 autour de la centrale au cas d'un accident nucléaire à Mühleberg! Cette fois c'est clair: il faut quitter au plus vite cette zone avec des véhicules privés ou des transports publics et se loger soit chez des amis soit à l'hôtel. Les pompiers ou la police n'ont pas le temps de s'occuper des habitants. Rappelons dans ce contexte que les éléments de combustible radioactif restent encore jusqu'en 2024 sur place dans une piscine d'entreposage pour réduire leur radioactivité et seront transportés au dépôt intermédiaire de Würenlingen après cette date.

A **Beznau** les problèmes sont de plus en plus grands. Les confinements de sécurité des deux réacteurs sont affaiblis par le percement des trous pour le changement des couvercles et il y a de la corrosion. En outre, les cuves sous pression des deux réacteurs sont bien fissurées. Suite aux découvertes des fissures dans des centrales nucléaires en Belgique, notre organisme d'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a demandé des contrôles aux deux centrales de Beznau en 2012. Les contrôles ont enfin débuté en juin 2015 pour **Beznau 1** (et en août pour Beznau 2). Les fissures sont tellement importantes que la centrale reste arrêtée jusqu'au printemps 2016. Ces défauts n'avaient jamais été décelés aux contrôles antérieurs! Cela en dit long sur la qualité des inspections. L'IFSN a aussi démontré que la sécurité est secondaire par rapport à l'économie. Un arrêt immédiat aurait en fait été nécessaire en 2012 pour des raisons de sécurité, vu qu'on ne connaissait pas l'envergure des défauts, mais l'IFSN a permis d'exploiter ces centrales pendant 3 ans. Nous avons eu de la chance que rien ne soit arrivé. Actuellement, on parle de 1000 défauts dans la cuve de pression de Beznau 1. Bien sûr, l'exploitant (AXPO) et l'IFSN parlent seulement d'indications et n'utilisent jamais le terme défaut. Un changement de la cuve est quasiment impossible. Selon l'IFSN, le réacteur de Beznau 1 ne redémarrera seulement si les critères de sécurité sont remplis,

mais quelle sécurité? Pour en savoir plus, la Fondation suisse pour l'énergie (SES) a commandé une analyse de sécurité de la centrale nucléaire de Beznau à WISE (World Information Service on Energy). Ce rapport (la consommation des marges de sécurité des installations vieillissantes, le cas de Beznau) montre bien que nous jouons avec le feu avec l'interprétation de l'IFSN de la sécurité (le rapport est disponible sur les sites [www.contratom.ch](http://www.contratom.ch) ou [www.energiestiftung.ch](http://www.energiestiftung.ch)).

En résumé quelques extraits du rapport:

### L'érosion inévitable des marges

De multiples facteurs concourent ainsi, avec le temps, à l'érosion des marges. On peut citer en particulier, parmi les principaux phénomènes en jeu:

- la perte progressive des marges initialement introduites à la conception et à la fabrication, notamment lorsqu'on dépasse les durées de vieillissement initialement prévues;
- la perte des marges relative à l'incertitude croissante sur l'écart entre l'état supposé conforme et l'état réel de l'installation;
- les situations où le relèvement des exigences de sécurité n'est pas suivi d'un renforcement équivalent des dispositifs de sécurité, par impossibilité technique ou limitation économique;
- le cas, plus grave encore de conséquences, où les limites de la conception initiale ne permettent pas de relever les exigences de sécurité;
- et la perte de marges relatives à l'évolution de l'environnement de l'installation.

### Un risque de plus en plus sous-évalué

Loin de se rapprocher des exigences fortes de sécurité nucléaire que l'on peut attendre à la lumière du retour d'expérience de Fukushima, la centrale de Beznau illustre sur de nombreux points le phénomène de dégradation cachée de ses marges de sécurité. Les dépenses importantes prévues pour son renforcement ne reconstitueront pas les marges perdues au niveau de l'état de ses composants non remplaçables (cuve, enceinte...), de l'usure de ses équipements diffus, ou des limites de sa conception vis-à-vis d'exigences modernes de sécurité. Au vu de ces constats, la poursuite de son fonctionnement dans des conditions de vieillissement sur lesquelles on ne dispose d'aucun retour d'expérience constitue un risque croissant, qui semble à la fois sous-évalué par l'autorité et mal appréhendé par la réglementation actuelle.

Il y a de grandes différences quant à l'influence du vieillissement et à l'interprétation de la sécurité entre cette analyse et l'IFSN. En ajoutant des modifications (demandées par l'IFSN), on corrige les erreurs du passé (évolution de la technologie et expériences des accidents), mais le vieillissement reste et il y a là un grand écart d'extrapolation entre le meilleur cas et le pire. L'IFSN se met toujours du côté des optimistes et oublie volontairement la réalité au profit de l'économie. Si on tient en outre compte du fait que dans le

rayon de 30 km de la centrale de Beznau habitent environ 1,2 millions de personnes, on ne comprend vraiment pas les décisions prises par AXPO et l'IFSN.

Un autre exemple de l'interprétation aléatoire de la sécurité de l'IFSN est la protection contre les crues: l'IFSN annonce une sécurité de la centrale nucléaire de Beznau contre une crue de 10 000 ans (donc une crue qui arrive probablement une fois tous les 10 000 ans), mais en même temps, une étude est enfin lancée pour évaluer le danger lié aux crues extrêmes de l'Aare. Ceci dit, on ne connaît pas encore la valeur des crues extrêmes. Une chose est néanmoins sûre: la centrale de Beznau est bien exposée aux crues parce qu'elle est quasiment sur une île. **Beznau 2** a été remise en marche à la fin 2015, malgré les 77 défauts signalés, dont 34 dans la zone la plus chargée de la cuve de pression.

**La direction de la centrale de Gösgen**, quant à elle, a reçu un blâme de l'IFSN pour manque de formation du personnel suite à l'analyse par l'IFSN de l'arrêt d'urgence du 17 août 2015 (les jours sans énergie nucléaire en Suisse).

Aussi **Swissgrid** commence à diffuser des arguments douteux en annonçant un manque d'électricité en janvier à cause de l'arrêt des réacteurs de Beznau. Mais en réalité, il manque surtout la capacité de transformateur de 380kV à 220 kV; une erreur de planification!

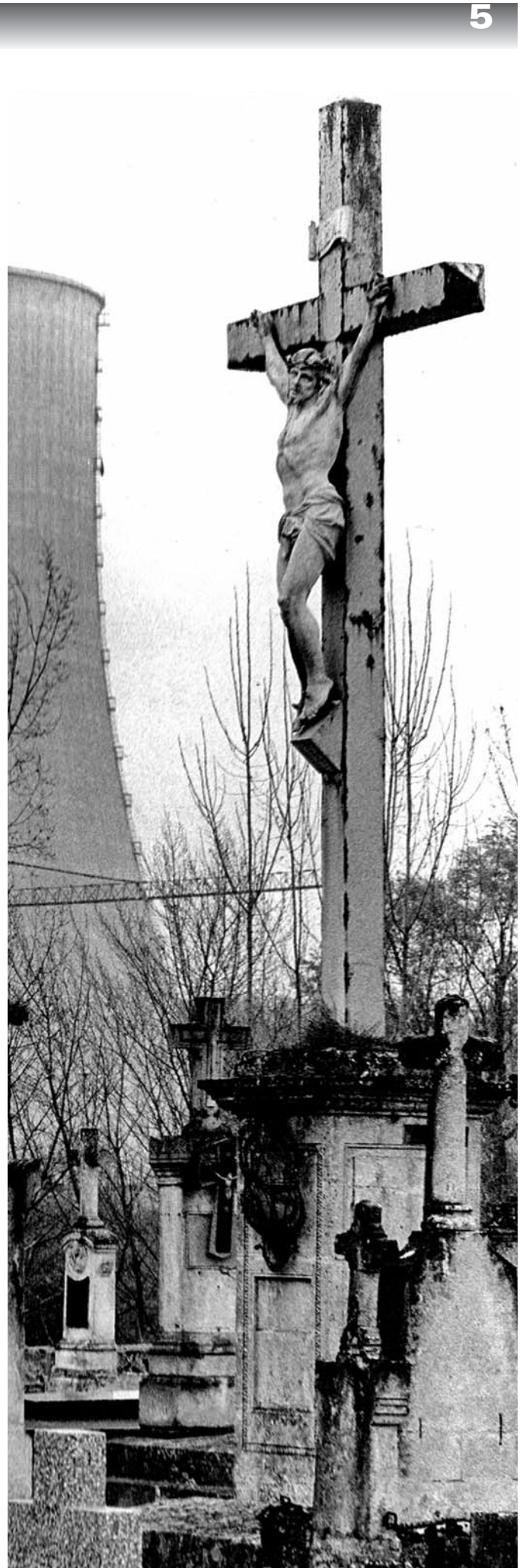
Grâce à l'hiver clément, les exploitants ont rattrapé les **réserves d'eau dans nos barrages**. Un grand manque d'eau à la fin d'année à cause d'une exploitation dictée par l'argent a pu être récupéré et depuis février, les réserves correspondent de nouveau aux moyennes raisonnables.

**Le stockage intermédiaire des déchets radioactifs à Würenlingen manque de place** et ils ont besoin d'une halle supplémentaire. En prolongeant la durée d'exploitation des centrales nucléaires, on produit plus de déchets; arrêtons tout de suite les centrales nucléaires pour résoudre ce problème également.

Après ce tableau noir de la politique nucléaire en Suisse, je vous conseille d'aller voir le film «Demain» de Cyril Dion et Mélanie Laurent. Ce film montre les changements possibles de notre société et donne des idées.

Ces problèmes autour de l'énergie nucléaire montrent qu'il est urgent d'agir. Une **grande manifestation nationale** est en préparation. Les informations seront sur notre site [www.contratom.ch](http://www.contratom.ch). En plus n'oubliez pas de nous rejoindre pour les manifestations Fukushima (11 mars) et Tchernobyl (26 avril).

*Erwin Weiss*



## COMPRIMÉS D'IODE: PILULE MIRACLE OU PLACEBO?

Copie de la lettre de lecteur adressée à la TG par deux Contratomistes.

Dans votre édition du 18 janvier, vous rassurez vos lecteurs en relayant les propos du Département de la sécurité et de l'économie sur la distribution des pastilles d'iode en cas d'alerte nucléaire.

Destinées effectivement à rassurer la population (nos autorités craignent avant tout la panique) ces informations méritent néanmoins d'être complétées et précisées.

Le communiqué de M. Lo Verso

**annonce:** «En cas d'alerte, la protection civile sera alarmée et engagée des heures avant le passage du nuage radioactif.» L'enjeu est tel que la population est en droit d'en savoir plus sur les risques qui lui sont imposés. Le plus important est que la pastille, pour être efficace, a besoin de temps. D'abord pour atteindre la glande thyroïde, puis pour la saturer avant l'arrivée du nuage radioactif. Tout dépend du lieu où l'on habite: en bord de mer, elle est presque à saturation en permanence. Plus on s'éloigne, plus il faut du temps, chacun réagissant selon sa biologie. Il faut au moins 48h. pour être sûr que la glande soit saturée chez tout le monde. Prises moins de 2h. avant l'arrivée d'un nuage radioactif, les pastilles n'ont aucun effet. C'est le temps minimum pour que l'iode parvienne à la thyroïde. Ainsi, pour être efficacement protégés, nous devrions théoriquement recevoir l'ordre d'ingérer la pastille déjà en notre possession lorsque le nuage radioactif se trouve encore à 1200km de chez nous, poussé par un vent faible de 25km/h.

Concrètement, imaginons un accident à Mühleberg (env. 125km de GE). Avec le même vent de 25km/h venant du nord-est, nous serions contaminés 5 heures plus tard. Pour la centrale française du Bugey, un même petit vent soufflant du sud-ouest nous amènerait le dangereux nuage en 4h. environ. Dans les deux cas, les pastilles d'iode n'auraient donc pas eu le temps nécessaire pour saturer la thyroïde!

Il faut en outre savoir qu'une fois saturée d'iode non-radioactif, notre glande thyroïde ne sait que faire de l'iode radioactif inhalé ou ingéré. Dès lors, nul ne peut dire où il ira se loger dans notre organisme. Et personne ne parle de la multitude d'autres éléments radioactifs (césium, strontium, etc.) émis lors de toute catastrophe nucléaire. Mais ils sont tôt ou tard inhalés ou ingérés par la population exposée.

Avant de prendre cette pastille, l'avis d'un médecin est indispensable, notamment en cas de dysfonctionnement thyroïdien ou rénal, d'asthme, d'insuffisance cardiaque ou de maladie auto-immune. Enfin n'oublions pas que le CERN compte parmi les «Installations nucléaires de base» françaises. A ce titre, la population de Gex et environs a

droit à ses pastilles d'iode. Encore faudra-t-il que les savants locaux anticipent tout problème grave si l'on veut pouvoir absorber la pastille au moins 48h. à l'avance!

Gino Nibbio, Paul Bonny

### Nucléaire: la France distribue des pastilles d'iode. Et à Genève?

TG 18/1/16

tière suisse? En cas d'incident nucléaire, l'ingestion de ces pilules d'iode permet de protéger la thyroïde contre les effets de l'iode radioactif pouvant entraîner le cancer. Le Plan particulier d'intervention (PPI) mis en place par la France prévoit la distribution de pastilles dans une aire de 10 km entourant une centrale nucléaire. En Suisse, cette aire a été fixée à 50 km. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) indique que ce choix dépend de raisons logistiques. Genève ne se trouve pas à l'intérieur de ce périmètre, mais

un plan en cas de problème est néanmoins prévu. En effet, les experts mettent l'accent sur l'importance de certains facteurs, notamment le vent. S'il souffle ne serait-ce que de 20 à 30 km/h, il pourrait transporter cet iode radioactif à une distance située entre 120 et 180 km en seulement six heures. Genève pourrait alors se trouver directement touchée.

Emmanuelle Lo Verso, secrétaire générale adjointe chargée de la communication du Département de la sécurité et de l'économie (DSE), indique dans un com-

munié que «chaque commune - ville de Genève comprise - possède un stock qui recouvre 150% de sa population». En cas d'alerte, «la protection civile sera alarmée et engagée des heures avant le passage du nuage radioactif. Il se peut qu'aucune distribution ne soit ordonnée selon l'ampleur de l'incident.» Les autorités peuvent, par exemple, se contenter de demander à la population de rester confinée chez elle.

Quant aux stocks de pastilles, ils sont distribués aux cantons par la pharmacie de l'armée. Les can-

tons doivent assurer un stockage décentralisé adéquat. En cas de distribution, celle-ci sera organisée par la protection civile, assistée des agents municipaux. Côté financement, Genève se trouvant à l'extérieur de la zone des 50 km, la Confédération assume les coûts relatifs à l'acquisition, au contrôle, au remplacement et à l'élimination des comprimés. Le Canton et les communes, quant à eux, assument les coûts relatifs à la distribution, au stockage et à la remise des comprimés d'iode à titre préventif. **Randy Zanni**

**La France va renouveler ses stocks de comprimés d'iode à distribuer en cas d'incident. Qu'en est-il du côté de Genève?**

Au début de février, les services de l'Etat français s'approprièrent à renouveler les comprimés d'iode arrivant à leur date de péremption cette année. Le Canton de Genève est-il muni de ce genre de pastilles, sachant que la centrale nucléaire du Bugey, dans l'Ain, se trouve à environ 70 km de la fron-

## ILS SONT FOUS CES BELGES!

Le 17 novembre 2015 tombait une nouvelle qui était attendue par tout le petit monde du nucléaire, les partisans comme les opposants. L'autorité de surveillance de l'atome en Belgique, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN), autorisait le redémarrage des réacteurs nucléaires Doel 3 et Tihange 2. Ces deux unités étaient à l'arrêt depuis plus d'un an, à cause de la découverte de «micro fissures» dans l'acier des cuves de pression des réacteurs en 2012.



Les pays nucléarisés européens arrivent gentiment tous face au même problème: depuis Tchernobyl, construire de nouvelles centrales se révèle extrêmement ardu, voir impossible, comme en Suisse. Si la demande d'électricité ne fait qu'augmenter, la population est très difficile à convaincre et l'augmentation des exigences de sécurité, conduit au développement de modèles de centrales de plus en plus complexes et onéreuses. C'est ce que nous rappellent tristement, les interminables chantiers des EPR en France et en Finlande.

Pendant ce temps, les centrales nucléaires vieillissent et les gouvernements européens échouent à favoriser des solutions alternatives. Comme l'a dénoncé Greenpeace en 2014, près de la moitié des réacteurs européens ont atteint les 30 années d'activité. A ce stade il faut se poser la question de l'effet que cette activité a pu avoir sur le matériel dont est constituée la centrale.

### Nucléaire: trop cher, trop dangereux

Lorsqu'en 2012, l'AFCN annonce avoir découvert des fissures le petit monde du nucléaire retient son souffle: sont-elles le résultat de l'activité de la centrale, ou étaient-elles présentes dans l'acier depuis le début? Si c'est la première option. Alors il faudra rapidement mettre à l'arrêt les installations similaires aux deux réacteurs belges, soit une partie non négligeable du parc européen. Et cela serait également de mauvais augure pour toutes les centrales. Car si la démonstration est faite que la radioactivité peut altérer les matériaux de sécurité, il faudra non seulement mettre en place une surveillance bien plus contraignante, et donc bien plus chère. Mais il faudra aussi admettre que les centrales nucléaires ont une durée de service limitée: les effets du

vieillesse altérant des équipements essentiels pour la sécurité et qu'on ne peut pas remplacer, comme les cuves de pressions.

**Or la situation de l'industrie nucléaire est inextricable.** D'un côté il est difficile, voir impossible, de construire de nouvelles centrales, de l'autre il faut continuer de fournir du courant en grande quantité et à petit prix. La promesse du courant bon marché est le seul argument des partisans du nucléaire qui prend au sein des populations des pays européens, malheureusement tous démocratiques. Mais depuis que l'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire, les cours de l'électricité ont chuté en Europe. Les subventions accordées aux renouvelables et le maintien de l'activité des centrales à charbon sont une concurrence terrible pour le nucléaire. En gros la situation actuelle peut être résumée comme suit: au moment même où l'industrie nucléaire doit se montrer concurrentielle, elle se retrouve confrontée à l'augmentation du coût du kWh atomique liée au vieillissement des centrales.

**L'industrie nucléaire pèse plus lourd que la sécurité.** C'est pour cela que la décision de l'AFCN est d'une importance fondamentale. Selon que l'AFCN décide de fermer les deux réacteurs ou non, il y aura des conséquences négatives ou positives sur tout le parc européen. Le 17 novembre dernier, l'AFCN décide que ce qui avait d'abord été décrit comme des fissures, ne sont plus que des «microbulles d'hydrogène», dont la présence «n'avait pas d'impact inacceptable sur la sûreté des réacteurs». Ou dit autrement, l'AFCN a eu la trouille de provoquer un précédent qui aurait favorisé un peu plus le déclin du nucléaire en Europe.

**Depuis, le redémarrage de Doel 3 a été retardé, à cause d'un autre problème technique.** Et les autorités du Luxembourg, du Land allemand voisin de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de la Ville d'Aix-la-Chapelle ainsi que le ministère allemand de l'environnement ont tous fait part de leur scepticisme et de leur inquiétude face à cette décision, rappelant que désormais l'Europe se retrouve face à un risque nucléaire qu'elle n'a pas connu depuis Tchernobyl.

Mi-janvier les Verts européens ont produit un rapport démontrant que l'argument selon lequel il est possible de remettre en marche les deux réacteurs belges car les «microbulles» sont présentes dans le matériau depuis l'origine ne tient pas. La présence de ces altération auraient en fait dû interdire toute activité dans ces réacteurs depuis le début. La Belgique a donc vécu plus de trente ans avec des centrales qui n'étaient pas au niveau de sécurité exigé, et a tout de même décidé de les relancer pour sauver l'industrie nucléaire.

**Pendant ce temps, quand un panneau solaire est fissuré, on le change...!**

*Mathias Schlegel*

Manif pour la fermeture de Malville, devant la douane de Moillesulaz.



Photo: JJK

Souvent présente, la (Deuche) ...



Photo: JJK

Premier président de ContrAtom...  
Alain Cudet

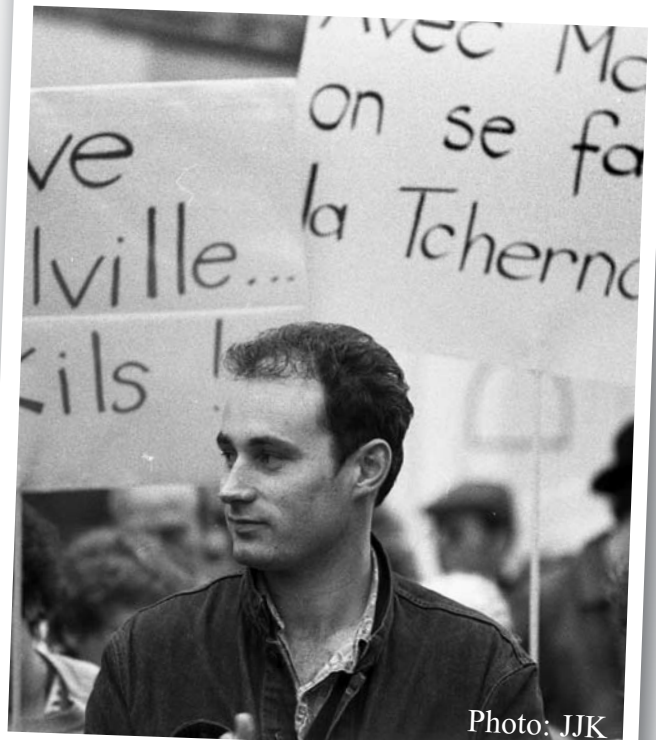


Photo: JJK



Photo: JJK

Protestation devant l'Hôtel de ville contre l'inertie du Conseil d'Etat. (novembre 1987)



Photo: JJK

Sitting sur le pont du Mt-Blanc.

(novembre 1987)



Photo: JJK

Un des multiples enterrements de Superphenix (dans les années 90-97)



Campagne contre les SIG d'alors...

(1989)



Photo: JJK



Plus de photos sur:

[http://www.jjkphoto.ch/contratom\\_lutte\\_antinuclaire.htm](http://www.jjkphoto.ch/contratom_lutte_antinuclaire.htm)



## ET PENDANT CE TEMPS À FUKUSHIMA....

Le 11 mars 2011 à 14h46, un séisme de magnitude 9 sur l'échelle de Richter frappe la côte de Thoku au Japon. Son épicentre se situe en pleine mer, à 130 kilomètres des côtes de la ville de Sendai, une métropole de plus d'un million d'habitants situés à 300 kilomètres de Tokyo. Si le tremblement de terre n'a pas fait beaucoup de victimes, il restera dans les mémoires pour le tsunami qu'il déclenche et qui frappera durement la population. Près de 20'000 personnes vont y laisser la vie. Cette catastrophe, prend aussi une dimension historique car la vague du Tsunami a inondé la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

5 ans plus tard, la reconstruction bat son plein sur toute la côte. Il s'agit de rassembler des communautés durement touchées, de relancer l'activité économique et finalement de surmonter le terrible traumatisme. Toute la côte? Non. Il existe une région où l'on essaie toujours de maîtriser les dégâts, où les habitants n'ont pas encore pu revenir chez eux pour simplement essayer de recommencer à vivre. Il s'agit des alentours directs de la centrale de Fukushima, où 5 ans après rien n'est encore entièrement maîtrisé.

### Une situation loin d'être maîtrisée

La centrale de Fukushima, demeure un gigantesque chantier, où s'actives des dizaines d'entreprises. La sous-traitance et le recrutement des ouvriers se fait dans une telle opacité que même le crime organisé réussi à en profiter. Sur le site de la centrale de Fukushima, 8'000 ouvriers s'activent pour garder les réacteurs accidentés sous contrôle et réduire au maximum la pollution radioactive. Après 5 ans, ils peuvent se targuer de certaines réussites hors du commun.

Le vidage de la piscine de refroidissement du réacteur n°4 a été un défi technique impressionnant. Située à 30 mètres du sol, dans un bâtiment qui menaçait de s'effondrer à tout moment, elle contenait suffisamment de combustible usagé pour déclencher une catastrophe nucléaire sans précédent. Certains parlaient de la fin du Japon tel qu'on l'a connu. Il aura fallu stabiliser la piscine de l'extérieur, et vider une à une les 1533 barres d'uranium, dans une opération rendue difficile par la présence de gravats dans l'eau, le manque de garanties autour de la stabilité du bâtiment et la radioactivité ambiante.

Malheureusement ce n'est là qu'un seul des nombreux défis qui attendent les ouvriers présents sur le site. Ces dernières semaines, Tepco a fait la promotion de ses nouveaux robots. Ils sont censé entrer dans les réacteurs 1,2 et 3 où le combustible présent dans le réacteur a fondu. La radioactivité y est trop importante pour imaginer y envoyer des êtres

humains. Ces robots devront y vider les piscines de refroidissements, remplies à ras bord de barres de combustibles et de gravats. Bonne chance à eux. Il y a 30 ans, des robots avaient aussi été utilisés à Tchernobyl. Là, sous l'effet de la radioactivité, ils étaient systématiquement tombés en panne. L'un d'eux se jetant même depuis le toit de la centrale. Ils avaient finalement été remplacés par des soldats.

L'eau contaminée continue également de poser problème. Pour maintenir la température des réacteurs, il faut utiliser de grandes quantités d'eau, qui suite à cet usage devient radioactive. Le stockage de cette eau pose des problèmes gigantesques. La place manque, les conteneurs construits à la hâte pour l'entreposage fuient et devront être remplacés. Et Tepco n'a pas d'autres choix que de déverser en mer une partie de cette eau, préalablement filtrée et «décontaminée». Aux déversements effectués par Tepco, s'ajoutent de nombreuses fuites accidentelles, et l'écoulement des eaux souterraines, qui traversent le sous sol radioactif avant de rejoindre la mer.

### **Une population face à son gouvernement**

Le gouvernement actuel, entièrement acquis à la cause du nucléaire, laisse faire l'industrie qui souhaite relancer les réacteurs à l'arrêt depuis 2013. Suite à la catastrophe, de nouvelles normes de sécurité ont été imposées aux exploitants de centrales. Si ces derniers affirment que par ce tour de passe-passe, leurs installations sont plus sûres que jamais, la population n'est pas dupe. Les partis opposés au nucléaire et les organisations de la société civile se mobilisent et réussissent dans certains cas à freiner la relance des réacteurs. Rarement le pays n'a connu autant de mobilisations de la société civile dans son histoire. Malheureusement, le redémarrage de l'activité à la centrale nucléaire de Sendai, dans la région de Kyushu, en août 2015 en préfigure d'autres. Il est prévu de relancer une vingtaine de réacteurs dans le pays.

On ne peut que s'étonner qu'un pays confronté de manière aussi douloureuse à une catastrophe nucléaire puisse relancer ses réacteurs quelques années après. C'est oublier les intérêts qui sont en jeu. Le Japon a dû recourir aux énergies fossiles pour compenser l'arrêt de ses réacteurs. Une solution coûteuse et dramatique pour le climat. Il faut ajouter à cela que les entreprises exploitant les centrales perdent énormément d'argent. Dans le cas de la centrale de Sendai, l'exploitant, l'entreprise Kyuden, est le plus gros employeur de la région, et verse des salaires plus élevés que la moyenne. De nombreuses entreprises locales dépendent des employés de la centrale. De plus, les localités qui accueillent des réacteurs reçoivent de généreuses subventions. Ce qui fait que sur les 26 conseillers municipaux de Satsumasendai, appelés à se prononcer sur la relance de l'activité à la centrale de Sendai, seuls 4 ont voté contre. Certains élus locaux se montrent même favorables à la construction d'un troisième réacteur à Sendai, histoire de toucher plus de subventions.

Pourtant, l'humeur n'est pas pour autant à la fête du côté

des pro-nucléaires. La relance de Sendai s'est effectuée dans la discrétion, pendant les vacances d'été et sans grands discours de la part du gouvernement ou de son premier ministre Shinzo Abe, dont la popularité a fondu depuis son élection. Shinzo Abe se distancie de la question autant qu'il peut, affirmant de façon laconique que « La responsabilité du redémarrage revient aux compagnies d'électricité ». Le fait est que malgré tous les efforts des entreprises du secteur pour convaincre de la sécurité de leurs installations, et ceux du gouvernement et de Tepco, pour faire passer Fukushima pour un simple accident industriel, personne n'oublie le sort de la population touchée directement par la catastrophe. La perspective de tout perdre à cause d'un accident dans une centrale, ou de vivre dans un environnement radioactif n'enchanté personne.

### **Retour forcé à la normale**

Plus de 160'000 personnes ont été évacuées suite au déclenchement de la catastrophe de Fukushima. Des communautés entières ont été brisées et leurs membres sont durement touchés. Si officiellement la catastrophe n'a pas fait de victimes, c'est oublier un peu vite les effets qui ne sont pas directement liés à la radioactivité. Le 12 février dernier, le journal *Le Parisien* présentait le résultat des travaux de Reiko Hasegawa, chercheuse à Sciences-po Paris. Elle estime que 1979 personnes sont mortes de suicides ou de maladies liées au stress depuis le début de la catastrophe. Aujourd'hui, seuls 8 à 10% des déplacés souhaitent revenir dans le département de Fukushima, qui a perdu 115'000 habitants en 5 ans. Les candidats volontaires au retour sont majoritairement des personnes âgées, ce qui accroît les conflits et le stress au sein des familles et des communautés. Les jeunes générations se méfient de l'effet des radiations et préfèrent se protéger.

Mais les pourront-elles encore longtemps ? Le gouvernement souhaite faire rapidement revenir les déplacés. Depuis quelques mois plusieurs villes ont été déclarées comme à nouveau habitables. Pourtant, les efforts de décontamination sont largement insuffisants, car seules les zones construites en ont fait l'objet. Dans cette région largement rurale, les champs et les forêts restent radioactifs. Pour sauver ce qui peut encore l'être du nucléaire japonais, les habitants risquent d'être forcés d'apprendre à vivre avec la radioactivité.

### **Ces problèmes autour de l'énergie nucléaire montrent qu'il est urgent d'agir.**

**Une grande manifestation nationale est en préparation pour le dimanche 19 juin 2016 dans la région de Beznau. Les informations seront sur notre site [www.contratatom.ch](http://www.contratatom.ch). En plus n'oubliez pas de nous rejoindre pour les manifestations Fukushima (11 mars) et Tchernobyl (26 avril).**

*Mathias Schlegel*

## EPR, EDF, CHINE ET ANGLETERRE.

**Voilà quelques mois que l'on entend parler de construction de réacteurs EPR en Angleterre par EDF accompagnées d'associés chinois. Ça m'a titillé et j'ai essayé de comprendre.**

Primo, qu'est-ce-qu'un EPR: EPR signifie European Pressurized water Reactor ( Réacteur à eau Pressurisée Européen ou aux USA: Evolutionary Pressurized Reactors) réacteurs de 3ème générations à fission nucléaire conçu par Siemens et Framatome en 1992 sur le modèle du réacteur américain AP 1000 à eau sous pression de Toshiba/Westinghouse. En constructions depuis des années sur le site d'Olkiluoto à Eurojaki en Finlande et Flamanville en France, ces chantiers prennent 3 fois plus de temps que prévu et coûtent aussi 3 fois plus cher (de 2,8 milliards à 8,5 milliards d'euros et plus).

Pendant ce temps, depuis août 2008, en Chine, on construit 2 réacteurs EPR à Taishan au bord de la mer, sur un terrain sujet aux secousses sismiques. Qui est ce On??? EDF ( Electricité de France) et CGNPC (China General Nuclear Power Corporation) 30% et 70% de participations. Je vous parle de ça parce que l'entreprise publique du nucléaire chinois CNNC (China National Nuclear Corporation) a pris une participation minoritaire dans AREVA/EDF ce qui lui ouvre toutes les portes du nucléaire industriel, depuis les mines d'uranium jusqu'à la déconstruction des installation nucléaires en passant par le retraitement (...très intéressés les Chinois!!!).

Retournons en Europe et plus précisément en Angleterre qui est tout de même plus proche de nous. Areva y est implantée depuis 30 ans dans les différents domaines du nucléaire. En 2009, EDF a acquis British Energy pour la somme de 15 milliards d'euros et devient le plus gros producteur d'énergie électrique d'Angleterre sous le nom de EDF Energy, filiale d'EDF. Et voila-ti-pas qu'EDF veut maintenant construire 2 EPR en Angleterre à Hinkley Point pour renouveler le parc nucléaire. Comme AREVA/EDF est en prise à d'énormes difficultés financières (autour de 45 milliards d'euros), elle a dû s'associer à ses partenaires chinois CNNC et CGNPC pour financer ce projet devisé lui à 33 milliards d'euros. Les Chinois participeraient à hauteur de 33,5 % ce qui représente la somme de 8,5 milliards d'euros. Il semblerait que les Chinois savent mieux compter que les Français car les prix augmentent du simple au triple. D'ailleurs, un autre projet pour 2 autres EPR est prévu sur le site de Sizewell également en Angleterre par le trio EDF/

CNNC/CGNPC. De plus, EDF a la garantie de l'état anglais pour le paiement du KWH à 12,5 cts (environ le double du prix actuel) pendant 35 ans ce qui est une folie et entraîne déjà la grogne des entreprises anglaises et bientôt celle des consommateurs. Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est l'accord que les Chinois ont obtenu avec le gouvernement britannique en contrepartie de leur engagement à Hinkley Point et Sizewell: La construction d'un autre EPR de conception totalement chinoise appelé ACP 1000 ou HUALONG «le Dragon» sur le site de Bradwell dans le sud-est de l'Angleterre. Ce site est la propriété d'EDF Energy. De plus, c'est EDF qui devra faire certifier la technologie française mise à la sauce chinoise. Comme, selon certaines agences de presse, il semble que la sécurité et la conformité sur les sites de constructions nucléaires en Chine soient très floues et que l'on ne sache pas très bien comment les choses se passent cela entraîne certains membres des services de renseignements britanniques à penser, selon «le Times» que cet accord avec les Chinois constitue une menace pour la sécurité intérieure.

Mais, dernière nouvelle assez fraîche pour la saison, il semblerait que pas mal de voix s'opposent au projet d'AREVA/EDF au sein même d'EDF déjà au niveau de ses capacités financières, et aussi suite au départ abrupt du dirigeant responsable du projet de Hinkley Point. Le gouvernement autrichien menace de saisir la justice européenne en raison des très généreuses subventions allouées à EDF par le gouvernement britannique. Bref, l'histoire n'est pas encore réglée et espérons qu'elle capote dans un avenir proche.

*Philippe Progin*

*Source:*

*Sortir du Nucléaire.fr Le Monde.fr Wikipedia  
2000watt.org l'observatoire des multinationales*

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211  
Genève 8